LANGUES ET DÉVELOPPEMENT

Collection dirigée par Robert Chaudenson

Louis-Jean CALVET et Auguste MOUSSIROU-MOUYAMA
(éditeurs)

Le plurilinguisme urbain

agence intergouvernementale de la francophonie

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE

B260
TG87/01

LANGUES ET DÉVELOPPEMENT
collection dirigée par Robert Chaudenson

Louis-Jean CALVET et Auguste MOUSSIROU-MOUYAMA
(éditeurs)

Le plurilinguisme urbain

actes du colloque de Libreville "Les villes plurilingues" (25-29 septembre 2000)

L'Agence Intergouvernementale de la Francophonie
a apporté son concours à la publication de cet ouvrage.

2000

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE
DIFFUSION DIDIER ÉRUDITION

Volumes déjà parus :

Langues, économie et développement, tome 1 (R. Chaudenson, D. de Robillard), 257 p., 1989.

Langues, économie et développement, tome 2 (F. Jouannet, L. Nkusi, M. Rambelo, D. de Robillard, R. Tirvassen), 264 p., 1989.

Aménagement linguistique et développement dans l'espace francophone : bibliographie sélective (D. de Robillard et coll.), 217 p., 1989.

Bibliographie des études créoles. Langues, cultures, sociétés (M.-C. Hazaël-Massieux et collab.), 254 p., 1991.

L'Afrique afro-francophone (N. Kazadi), 184 p., 1991.

La francophonie : représentations, réalités, perspectives (R. Chaudenson), 220 p., 1991.

Les langues des marchés en Afrique (L.-J. Calvet), 350 p., 1992.

Des langues et des villes (Actes du colloque international), 580 p., 1992.

Multilinguisme et développement dans l'espace francophone (D. Baggioni, L.-J. Calvet, R. Chaudenson, G. Manessy, D. de Robillard), 240 p., 1992.

Langues et métiers modernes ou modernisés au Mali (Santé et travail du fer), (A.-M. d'Ans, D. Baggioni, L.-J. Calvet, R. Chaudenson, M. Diaby, D. Diakite, R. Diaoure, G. Dumestre, Y. Jaffré, M. Slodzian), 216 p., 1992.

L'alphabétisation fonctionnelle en bambara dans une dynamique de développement (K. Dombrowsky, G. Dumestre, F. Simonis), 196 p., 1992.

L'école du Sud (R. Chaudenson et collab.), 160 p., 1993.

Les enfants, les langues, l'école : les cas du Congo et de Maurice, F. Lumwamu, M. Missakiri, C. Ntsadi, R. Tirvassen, 154 p., 1993.

Le français du Liban : cent portraits linguistiques, (N. Gueunier et coll.), 221 p., 1993.

Vers une approche panlectale de la variation du français, 1993. (R. Chaudenson, R. Mougeon, E. Beniak), 139 p., 1993.

La francophonie au cœur de l'Afrique (S. N'Sial) 212 p., 1993

Comprendre pour communiquer et soigner : langues, informatique et santé oculaire en Afrique (R. Chaudenson, M. Slodzian et coll.) 160 p., 1994.

Communication et développement : le cas de Maurice (R. Tirvassen) 114 p., 1994.

Stratégies communicatives au Mali : langues régionales, bambara, français (sous la direction de G. Dumestre) 364 p., 1994.

Langage et politique : les mots de la démocratie dans les pays du Sud de l'espace francophone (douze études rassemblées et présentées par A.M. d'Ans), 329 p., 1995.

Vers un outil d'évaluation des compétences linguistiques dans l'espace francophone (sous la direction de R. Chaudenson), 267 p., 1995.

Test d'évaluation des compétences linguistiques en français (R. Chaudenson), 206 p., 1996

Dynamiques linguistiques au Mali (Cécile Canut) 360 p., 1996

L'évaluation des compétences linguistiques en français. Le test d'Abidjan (R. Chaudenson), 206 p., 1997

Saint-Barthélemy : une énigme linguistique (Louis-Jean Calvet, R. Chaudendon), 166 p., 1998

Généalogie de la didactique du français langue étrangère. L'enjeu africain (Valérie Spaëth), 212 p., 1998

Langues et développement (R. Chaudenson, R. Renard), 212 p., 1999

L'école malienne à l'heure du bilinguisme (T. Trefault), 384 p., 1999

Mondialisation : La langue française a-t-elle encore un avenir ? (R. Chaudenson), 240 p., 2000

Maquette de la couverture : Philippe Langlois

ISSN 1151-6615
ISBN 2-85460-618-X

AVANT-PROPOS

Louis-Jean Calvet et Auguste Moussirou-Mouyama

Lorsque l'École Normale Supérieure de Libreville et l'Institut de la Francophonie ont lancé voici quelques années un programme de coopération, rien ne pouvait laisser penser que nous parviendrions à organiser une grande rencontre scientifique, malgré l'ambition affichée par le tout jeune Laboratoire des Sciences de l'homme et de la dynamique du langage (LASCIDYL) de couvrir une bonne partie du champ des Sciences Humaines et Sociales avec, notamment au centre de son projet scientifique, la question du langage qui fédérait un certain nombre de programmes d'actions. L'Institut de la Francophonie n'était pas moins jeune et la coordination du projet de coopération qui lui était assignée au terme de la Convention aurait pu demeurer une simple clause juridique, si, de part et d'autre de ces deux jeunes partenaires institutionnels, il n'y avait eu la volonté de réussir, notamment par des actions de terrain coordonnées à la mesure des moyens disponibles. Le colloque de Libreville sur les villes plurilingues est la consécration, dans le champ de la sociolinguistique, de cet itinéraire qui a été ponctué de séminaires de recherche et de formation ayant vu la participation de linguistes d'autres pays africains et d'étudiants et chercheurs gabonais. Cette volonté d'ouverture et de partage d'expériences s'est confirmée au travers de la diversité des communications, tant au niveau scientifique qu'au simple niveau géographique.

La géographie/topographie du champ de production de la connaissance, sur les villes comme sur les langues, condamne, au premier abord, le choix de Libreville ou, à tout le moins, son choix peut paraître insolite. Ce degré zéro de la production institutionnelle du savoir dans le monde est pourtant, comme l'Équateur qui traverse le Gabon, un point de départ d'une remise en cause de bien de pratiques établies tant dans le champ du Savoir que dans celui de la Coopération internationale.

Dans le domaine des sciences du langage, la rencontre de Libreville sur « Les villes plurilingues », dix ans après le colloque de Dakar qui s'intitulait « Des langues et des villes », laisse apparaître une avancée de la réflexion théorique sur les rapports entre langue et société. Si la juxtaposition de deux syntagmes nominaux présents à Dakar en 1990 (« des villes », « des langues ») disparaît dix ans plus tard à Libreville pour laisser la place à un seul syntagme nominal

(« villes plurilingues »), c'est autant pour marquer l'assurance des linguistes quant à l'approche du plurilinguisme urbain que le renversement du regard sur l'objet de leur science : tout part ici de la ville, exercice de liberté, avant le déploiement de toutes les pratiques urbaines qui laissent trace de leur raison sociale dans les paroles vivantes des citoyens. Des historiens, des didacticiens, des médecins, des géographes (quoique, bien sûr, minoritaires) ont rencontré des linguistes dans les échanges scientifiques de Libreville, et les linguistes « sérieux », ceux qui entendent des consonnes et voient des voyelles dans chaque échange verbal, pourraient trouver là la preuve du dévoiement de leur science. D'autres, qui auront gardé leurs oreilles en circulant en ville, y liront au contraire le recentrage nécessaire de la linguistique, interpellée qu'elle est, dans cette voie étroite entre deux siècles et deux mondes, par trois phénomènes majeurs qui frappent fort aux portes de la recherche en sciences humaines et sociales : l'urbanisation, la démocratisation et la mondialisation.

Si la langue est bien « un fait social », la linguistique ne peut que retrouver ses fondements originels : en cela, un « degré zéro » est toujours un point d'ensemencement. Cette figure du Centre comme zone de germination et de rayonnement peut trouver une illustration dans l'importance prise par des questions qui, hier, pouvaient illustrer la marginalité de ce qui s'écrivait encore avec condescendance ou totale insécurité (selon le lieu d'où l'on parlait). « Sociolinguistique » : le trait d'union fait le lien entre deux mondes que l'on (re-) découvre en fait unis, celui de la langue (« des langues ») et celui de la société (« des villes »), un champ que l'on voulait nous faire prendre pour celui de LA science (LA linguistique, « descriptive », « centrale », « dure ») et un monde extérieur que l'on nous présentait comme insaisissable pour la rigueur d'une méthode si éprouvée... Que de chemin parcouru depuis Dakar, pour en rester au domaine africain : des pans entiers de ce qui était la périphérie ont envahi la scène et le pari de Libreville est que le noyau central de la linguistique a été bel et bien déboulonné ! Demain, les linguistes « consonnes-voyelles » paraîtront bien trop « sérieux » pour faire peur. Ce n'est pas parce que des thèmes comme les représentations, l'environnement graphique ou la transmission des langues auront occupé véritablement le devant de la scène, au sens théâtral, mais parce que l'approche du phénomène langagier, d'inspiration sociolinguistique, aura réconcilié la linguistique avec son objet. Ce savoir était en quelque sorte disponible depuis notamment le colloque de l'UCLA en 1964 ; la nouveauté est qu'il est en passe de devenir la voie centrale et « naturelle » pour parler aussi bien de l'abstraction qu'est la langue que des pratiques des citoyens. L'importance et l'intérêt de la ville est qu'elle donne à voir crûment cette approche. Le thème de la véhicularité/véhicularisation des langues en ville en est une parfaite illustration. Et c'est ici que Libreville témoigne, non pas tant au niveau démographique (cette ville est un désert, comparée à Dakar, Abidjan, Johannesburg, Paris ou Calcutta) que par la concentration des enjeux de la langue et des citoyens pour demain. On pourra s'en rendre compte dans le numéro spécial de la revue *Plurilinguismes* qui reprend les communications du colloque portant plus précisément sur Libreville. Poser

此为试读，需要完整PDF请访问：www.ertongbook.com

les problèmes du monde de demain, à partir du Sud et avec, en majorité, les moyens locaux, est l'un des aspects du pari de Libreville. Pari gagné mais pari risqué si le LASCIDYL et l'Institut de la Francophonie ne se donnent pas les moyens d'aller plus loin pour offrir au monde un exemple de coopération dynamique et équilibrée, parce que faite de respect mutuel et d'écoute.

Reste à présenter, de la façon la moins convenue possible, ces actes. Précisons tout d'abord que nous n'avons pas pu tout retenir. Nous l'avons dit, les communications concernant Libreville seront publiées à part, dans le prochain numéro de la revue *Plurilinguismes*. Mais d'autres textes n'ont pu trouver place ici, malgré leur intérêt, pour des raisons d'espace. La trentaine de communications réunies sont organisées en six grandes sections : « problèmes méthodologiques », « véhicularisation/vernacularisation », « dynamique des langues en milieu urbain », « environnement graphique », « langues de migrants et langues d'intégration » et enfin « études de cas ». Ce groupement plus ou moins logique ne doit pas masquer l'unité de regard qui s'est manifestée lors des journées de Libreville. C'est bien la ville et les langues qui ont été appréhendées dans une approche unifiante et dynamique. La sociolinguistique a en effet commis depuis des années une grave erreur tactique, laissant le soin de décrire les langues aux « tâcherons » de la linguistique « dure », prêtant ainsi le flanc à une taxonomie facile : approche « périphérique » (par opposition à « centrale »), « molle » (par opposition à « dure »), voire « impure » (par opposition, bien sûr, à « pure »). L'affirmation selon laquelle la sociolinguistique était la linguistique, toute la linguistique, puisque la langue est un fait social, restait ainsi un peu vaine. D'un côté on décrivait l'objet langue, de l'autre son environnement. Certains des textes que l'on va lire montrent au contraire que, par un effet de zoom allant de l'analogique au digital, de ce qu'on appelait jusqu'ici la « sociologie du langage » à la « linguistique » en passant par la « sociolinguistique », il est possible de coller à la dynamique des situations, du concret de ce concert continu des hommes et de leurs langues, de passer de l'étude d'un artefact, la langue (qui est certes le gagne-pain des linguistes mais n'a guère d'autre raison d'être invoquée) à celle de la réalité de la communication sociale. C'est donc de *linguistique urbaine* que traite ce livre, et non pas de *sociolinguistique* ou de *(socio)linguistique*.

Nous avons souligné qu'en dix ans, du colloque de Dakar (« Des villes et des langues », 1990) à celui de Libreville (« Les villes plurilingues », 2000) l'analyse des situations urbaines avait considérablement évolué. Mais elle a aussi évolué pendant nos discussions, au cours du colloque. En particulier nous nous sommes demandés si ce titre, *les villes plurilingues*, n'était pas redondant, si toutes les villes n'étaient pas plurilingues. Dire qu'un pays est plurilingue, qu'on y parle dix, vingt ou cent langues différentes, ne signifie pas qu'en chacun des points du territoire se manifeste ce plurilinguisme : il peut y avoir des zones de monolinguisme dans un territoire extrêmement plurilingue. En revanche le brassage des langues se manifeste sur les voies de communication, fleuves, pistes, chemins de fer, qui le plus souvent mènent à la ville. Dès lors, cette dernière

n'est-elle pas par essence plurilingue, et le plurilinguisme ne serait-il pas une définition linguistique de la ville ? Il faudrait alors certes distinguer entre les villes à plurilinguisme endogène, alimenté par les seules migrations internes, et les villes à plurilinguisme exogène, mais aussi entre villes dans lesquelles les problèmes de communication véhiculaire sont réglés (on entend par exemple plusieurs langues à Marseille, d'autres viendront peut-être, mais le statut du français n'y est pas mis en cause) et villes dans lesquelles ils sont en cours de gestion (la majorité des villes africaines), villes qui s'offrent à notre regard comme des laboratoires, pour reprendre l'image de l'école de Chicago. Dès lors il ne s'agit pas d'étudier les *villes plurilingues* (elles le sont toutes) mais le *plurilinguisme urbain* (car il y a d'autres plurilinguismes, comme celui des indiens d'Amazonie, des paysans indiens ou africains, etc.). D'où le titre de ces actes.

Cette dynamique du colloque s'est particulièrement manifestée lors de la dernière demi-journée où nous avions imaginé d'organiser quatre ateliers sans thème pré-établi pour essayer tout à la fois de synthétiser nos travaux et d'aller plus loin. L'un d'entre eux s'était donné comme titre « quelles politiques linguistiques pour la ville ? ». Il est difficile de rendre compte d'une discussion par essence fluide et fugace, sans traces écrites. Mais nous pouvons cependant dire que si l'on voit de plus en plus clairement le rôle de la ville dans la gestion *in vivo* du plurilinguisme national, nous nous sommes interrogés dans cette dernière demi-journée sur ce que pourraient être des politiques linguistiques urbaines. Mieux encore : si les politiques linguistiques nationales lancées au cours des dernières décennies apparaissent le plus souvent comme décevantes, voire inopérantes, ne conviendrait-il pas de les repenser *à partir de la ville ?* Peut-être pourrions-nous sur ce thème convenir d'un rendez-vous prochain, voire d'un prochain colloque... Un autre atelier a donné lieu à une longue réaction écrite de Didier de Robillard que nous publions en fin de volume, sous forme de post-scriptum : ici aussi se manifeste l'envie (et la possibilité ?) d'aller plus loin. Ici encore, à suivre...

Nous est-il permis pour conclure de dire les choses simplement : Nous sommes contents de ce colloque. Prétention ? Aveuglement ? C'est maintenant au lecteur de le dire...

L-J C., A. M-M

Nous tenons à remercier, pour l'aide qu'ils nous ont apportée, Monsieur Paul Mba Abessole, maire de Libreville, Géant Motors 241, l'Université Omar Bongo, L'Agence Intergouvernementale de la Francophonie, la coopération française, les Éditions du silence, les éditions Sépia, les ateliers Albert Nguiesse, Gabontours (Agence gabonaise de promotion touristique), les autorités de tutelle de l'École Normale Supérieure (MM. André Mba Obame, Ministre de l'Éducation Nationale, André Dieudonné Berre, Ministre chargé de l'Enseignement supérieur), mesdames Christiane Giraud de la société SIMES et Crisette de Bananas pour la

restauration, Universal Voyages et Air France, l'Hôtel intercontinental Okoumé Palace et l'Imprimerie Imprilux, tous fournisseurs dont la compréhension a permis au comité d'organisation de réussir un certain nombre d'opérations. Nous remercions également Lia Varela qui, en un temps record, a préparé cette édition.

CONFÉRENCES

此为试读,需要完整PDF请访问: www.ertongbook.com

LA VILLE ET LA GESTION IN VIVO DES SITUATIONS LINGUISTIQUES

Louis-Jean Calvet
Université de Provence

Je voudrais m'interroger avec vous sur deux points. Le premier concerne le rôle que peut jouer le facteur urbain dans la transformation des situations linguistiques. Le second concerne l'action de la ville sur la transformation ou sur l'évolution de la forme des langues. C'est-à-dire que je voudrais réfléchir sur les effets de l'urbanisation sur le status et sur le corpus des langues. Ainsi formulé, mon programme apparaît à la fois comme vaste et flou, et quelques précisions supplémentaires sont nécessaires.

Tout d'abord, c'est une évidence, la ville n'existe pas sans le pays dans lequel elle se trouve : l'histoire politique, sociale et démographique du pays rejaillit sur elle et sur ses langues. *La ville a un territoire*, et les migrations dont elle est la cible peuvent provenir d'une aire dialectale unifiée ou au contraire amener avec elles différentes langues. Le linguiste grec Christos Tzitzilis, traitant de la situation de son pays, a distingué entre « les villes ayant un noyau dialectophone qui sont alimentées en population par les environs de la ville, également dialectophones », et « les villes composites, dans lesquelles l'idiome local a disparu et a été remplacé par la *koïné* ou une variété de la *koïné* » (Tzitsilis 2000 : 88) et cette distinction peut être généralisée et élargie. Je proposerai pour ma part de distinguer tout d'abord entre les villes à migration *monogénétique* et les villes à migrations *polygénétiques*. Dans le premier cas, l'origine des migrants est locale, la ville est alimentée par des locuteurs d'une seule forme linguistique, qui peut être la même que celle qu'on y parle déjà ou en être une variante dialectale. Dans le second cas, il faut distinguer entre les migrations polygénétiques endogènes et les migrations polygénétiques exogènes, celles venant de différents points du pays et celles venant de l'extérieur. Il y a donc des villes recevant des migrants de leur environnement immédiat, des villes les recevant de l'ensemble du pays et des villes cibles de migrations internationales, la même ville pouvant, au cours de l'histoire, passer de l'une à l'autre de ces catégories. C'est par exemple le cas de Paris, qui a d'abord entretenu des relations étroites avec le dialecte d'île de France (migrations monogénétiques endogènes), avant d'attirer des migrants

venus de l'ensemble du pays (migrations polygénétiques endogènes) puis de l'Europe (migrations polygénétiques exogènes) et aujourd'hui du monde entier (Lodge 1999).

Ces distinctions sont faites *du point de vue de la ville*, c'est-à-dire, du point de vue de la cible des migrations, mais on peut aussi se placer *du point de vue de l'environnement*, du point de vue de l'origine des migrants, en s'interrogeant sur leurs destinations, c'est-à-dire du point de vue du *territoire de la ville*. Il y a des pays à grande ville unique (le Rwanda et Kigali par exemple), des pays à plusieurs grands villes (comme les USA, la Chine, l'Italie ou l'Allemagne), et il y a de ce point de vue des *migrations unidirectionnelles* (une seule ville attirant les migrants du pays) et d'autres *pluridirectionnelles*, les migrants pouvant se diriger vers plusieurs villes. Reste à savoir quelle est la pertinence de ces six notions, migration *monogénétique* ou *polygénétiques*, *unidirectionnelles* ou *pluridirectionelles*, *exogènes* ou *endogènes*, du point de vue de l'action de ces migrations sur les situations linguistiques urbaines et sur la forme des langues. Nous tenterons de le voir plus loin, à propos d'exemples précis.

Et ceci me mène à préciser quelles sont les villes de mon corpus. Il s'agit à la fois de terrains sur lesquels j'ai moi-même enquêté, comme Bamako, Mopti, Gao, Niamey, Dakar, Ziguinchor, Brazzaville, Canton, Paris, Kigali et Libreville, et des donnée que j'emprunte à d'autres chercheurs, comme celles concernant Alger, Bangui, Abidjan, Le Caire, Oran, Agadir et Buenos Aires (même si je suis allé dans toutes ces villes). On trouve dans cette liste une majorité de capitales, mais aussi des villes de « province ». Il serait en effet réducteur de considérer que, dans une situation nationale donnée, seule la capitale doit être étudiée. Ainsi le statut du bambara au Mali apparaît-il de façon très contrastée selon que l'on enquête dans les villes de Bamako, de Mopti ou de Gao. En ne prenant que Bamako en compte, le bambara nous apparaît comme dominant, des enquêtes à Gao nous montrent au contraire que le songhay domine, mais en étudiant les trois villes et les phénomènes de migration on voit que la situation est plus nuancée, que le bambara a certes le vent en poupe mais que Mopti est une sorte de plaque tournante où se jouent les rapports entre peul, bambara et songhay...

Du côté de mes références théoriques maintenant, mis à part ce que j'ai pu développer dans la présentation de mes propres enquêtes sur les marchés et dans deux ouvrages, *Les voix de la ville*, dans lequel j'utilise largement la sociologie de l'école de Chicago, et *Pour une écologie des langues du monde*, il me faut encore signaler Andersen et Trudgill. La distinction que propose Andersen (1988) entre dialectes « ouverts » et dialectes « fermés », les premiers se développant au centre d'un réseau de communication, les seconds à la périphérie, est en effet directement applicable à la ville et à son territoire. Les dialectes « ouverts », impliqués dans des communications interdialectales nombreuses, sont pour Andersen réceptifs au changement rapide, susceptibles d'évoluer vers des systèmes phonologiques et morphologiques plus simples, leurs locuteurs sont plus sensibles aux normes exogènes, tandis que les dialectes « fermés » sont plus conservateurs

et que leurs locuteurs sont plus attachés à leurs normes endogènes. Peter Trudgill (1986) pour sa part propose une notion intéressante pour notre propos, celle de « redistribution » (*reallocation*). Il entend par là le fait que des variantes dialectales géographiques puissent, en ville, être redistribuées (comme on redistribue des cartes) sous forme de variantes sociales ou stylistiques. Ainsi Anthony Lodge souligne à propos de l'histoire linguistique de Paris que « les grammaires prescriptives n'innovent pas, elles se contentent de redistribuer socialement et stylistiquement des formes déjà existantes ».

Reste une dernière question, dernière par sa place ici, dans mon introduction, mais fondamentale et première du point de vue théorique : Que suis-je en train de faire ? De la sociolinguistique urbaine ? De la sociologie du langage ? De l'écolinguistique ? À lire les titres de la cinquantaine de communications qui seront présentées dans ce colloque, nous pourrions en effet avoir l'impression que tous nous nous situons dans le cadre d'une approche périphérique, se distinguant de la linguistique que certains appellent « dure », « centrale » ou « fondamentale »... Disons les choses simplement : ma position est que tous nous faisons de la linguistique, science qui ne peut se limiter à la description d'un artefact, la langue, mais qui se situe dans le cadre d'un continuum allant, comme nous l'avons écrit, de l'analogique au digital (Calvet/Varela 1999). Nous avions, pour illustrer cette position, pris un exemple urbain, celui de Dakar, au Sénégal sur lequel je ne vais pas revenir, mais qui avait l'avantage de montrer comment un effet de zoom peut nous mener de l'approche analogique de la ville à l'analyse des classes nominales du wolof en passant par l'étude de l'environnement graphique, de la transmission des langues en famille, du fait véhiculaire sur les marchés, d'une forme mixte wolof-français de plus en plus répandue, etc. (Thiam 1990, 1994, 1998, Dreyfus 1998). C'est en ce sens qu'il me paraît impossible de distinguer la sociolinguistique urbaine de la sociolinguistique et la sociolinguistique de la linguistique. J'espère pouvoir le montrer dans la suite de cet exposé.

Je vais donc maintenant balayer la situation de quelques villes sur lesquelles nous avons des données, pour tenter de dégager un certain nombre de paramètres généraux que j'organiserai en quatre points :

— La courbe de croissance d'une population urbaine
— La ville et la forme des langues (corpus)
— La ville comme lieu de rencontre de représentations
— La ville et les rapports entre les langues (status)

1. CROISSANCE DE LA POPULATION URBAINE, MIGRATIONS ET LANGUES

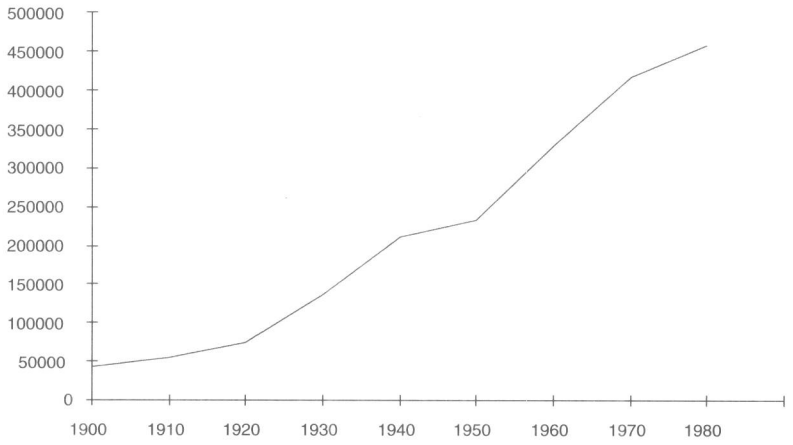
Tout d'abord, un fait général : c'est essentiellement la migration qui donne à la ville un rôle linguistique, et celle-ci se lit dans les courbes de population. La croissance naturelle d'une population urbaine (c'est-à-dire la balance entre les naissances et les morts) n'a aucun effet sur le statut de la langue et n'a que peu

d'effet sur son corpus. En revanche, lorsque des migrations amènent en ville différentes langues ou différentes formes dialectales, alors la gestion de ce plurilinguisme (*in vivo* ou *in vitro*) a des retombées aussi bien sur la forme des langues que sur leurs rapports, et si la ville a un rôle important dans le pays, en particulier s'il s'agit de la capitale, ces retombées peuvent concerner l'ensemble du territoire. Si nous considérons par exemple la courbe d'augmentation de la population de Paris pendant cinq siècles, telle que nous pouvons la reconstituer à travers les travaux d'Anthony Lodge, nous voyons une augmentation lente et continue du début XIV[e] à la fin XVII[e], avec un accident vers 1400, dû sans doute à la peste, puis une brusque montée à partir de 1700. Nous sommes, dans la première partie de cette évolution, dans le cadre d'une croissance naturelle (la balance entre les naissances et les morts, qu'une épidémie rend un temps négative) et dans la seconde partie dans le cadre d'une croissance due aux migrations.

En quoi la distinction entre croissance naturelle et croissance due à la migration est-elle pour nous pertinente ? Nous allons le voir en comparant deux courbes de population, celle de Shizuoka, au Japon, et celle de Bangui, en Centrafrique.

Shizuoka (Japon)

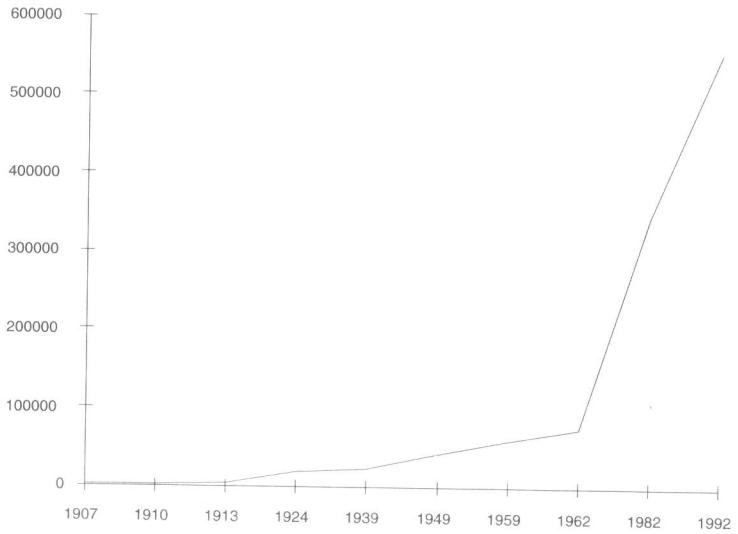
1900	43 928 habitants[1]
1910	56 307 habitants
1920	74 093 habitants
1930	136 481 habitants
1940	212 198 habitants
1950	233 629 habitants
1960	328 819 habitants
1970	416 378 habitants
1980	458 341 habitants



Ce premier cas illustre une lente augmentation de la population d'une ville de province, qui connaît certes une migration venant principalement du département et dont la croissance a été ralentie au début des années 1940 : en 1940 (un incendie détruit 5200 maisons), en 1944 (un séisme fait 4000 morts) et en 1945 (des bombardements ravagent la ville).

Bangui (Centrafrique)

1907	800 habitants
1910	1 040 habitants
1913	3 470 habitants
1924	19 000 habitants
1939	42 000 habitants
1949	42 000 habitants
1959	60 000 habitants
1962	75 000 habitants
199	554 546 habitants



Dans le cas de Bangui, la courbe connaît une brusque montée après l'indépendance (1959) qui témoigne à la fois de l'afflux de population des campagnes vers les villes, mais aussi de l'arrivée de milliers de musulmans (Tchadiens, Hawsas, Peuls), venant avec leurs langues ou leurs dialectes, dont les enfants apprennent rapidement le sango, langue d'intégration à la ville. Jusque-là langue véhiculaire du fleuve, elle deviendra ainsi le véhiculaire urbain et, par la suite, la seconde langue officielle du pays aux côtés du français dont l'usage baisse de plus en plus. Dans ce cas, la migration est donc polygénétique, endogène et exogène, situation la plus apte à créer une besoin véhiculaire. Mais dans ce cas de figure (migrants

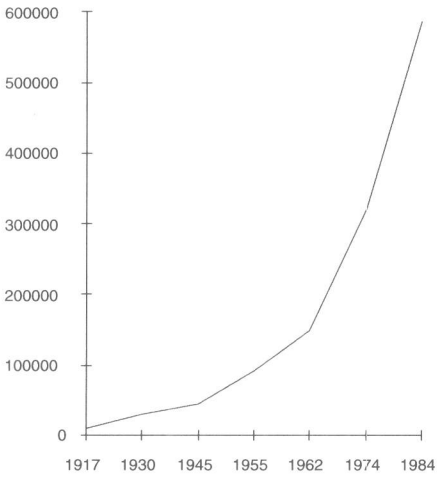
venant de l'intérieur du pays et de l'extérieur) nous avions théoriquement deux langues pouvant postuler à la fonction véhiculaire, le français et le sango. Le fait que la seconde l'ait emporté tient à différentes raisons. Au fait tout d'abord que le sango était beaucoup plus parlé que le français dans la ville et que, même si les migrants venaient en grande partie d'autres pays francophones, l'intégration à la ville se faisait naturellement par le véhiculaire endogène. Mais il faut ajouter à cela un fort sentiment anti-français, explicable à la fois par des facteurs locaux (les rapports politiques entre la France et la Centrafrique) et par des facteurs extérieurs (la domination des musulmans chez les migrants), ce qui nous mène à l'importance des représentations dont nous parlerons plus loin.

La différence entre ces deux courbes, qui saute aux yeux, est pour nous fondamentale. Le phénomène qui se produit à Bangui au début des années 1960 est en effet un indicateur de mutation brutale (apport de population extérieure) qui n'a pas seulement valeur démographique mais aussi valeur linguistique : encore une fois, les migrants viennent en ville avec leurs langues ou leurs dialectes.

Nous pouvons observer un phénomène comparable entre 1917 et 1984 à Brazzaville (Congo), où la courbe s'emballe en 1962, encore une fois au moment de l'indépendance :

Brazzaville (Congo)

1917	10 000 habitants
1930	30 000 habitants
1945	45 000 habitants
1955	92 520 habitants
1962	150 000 habitants
1974	321 000 habitants
1984	585 812 habitants



此为试读，需要完整PDF请访问：www.ertongbook.com